

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° E.2022-126

Société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à Biars-sur-Cère

Le Préfet du Lot,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les décrets modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 1978 modifié autorisant la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à exploiter sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère, une usine de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote ;

Vu la demande de bénéfice des droits acquis concernant la rubrique n°1978 déposée par l'exploitant par courrier daté du 18 décembre 2020, et rapportant une baisse du volume d'activité pour la rubrique n°4510 sans pour autant avoir une incidence sur son régime ;

Vu le dossier de « porter à connaissance » reçu le 18 novembre 2021 et complété le 11 mars 2022 relatif au projet d'implantation d'une nouvelle chaudière fioul sur son site ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 mai 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'accord du demandeur transmis par courrier en date du 3 mai 2022 sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les activités désormais soumises au régime de la déclaration pour la rubrique n°1978 nouvellement créée étaient déjà connues de l'Administration ;

Considérant que le projet d'implantation d'une nouvelle chaudière fioul ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

Considérant que le projet d'implantation d'une nouvelle chaudière fioul ne modifie pas le classement de l'installation au titre de la nomenclature ICPE ;

Considérant que le projet d'implantation d'une nouvelle chaudière fioul n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3., en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site ;

Considérant que le projet d'implantation d'une nouvelle chaudière fioul ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant fasse réaliser une vérification de conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable pour l'installation de chaudière au fioul et ses annexes ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Lot,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°E-2013-318 en date du 10 octobre 2013 autorisant la SNCF à exploiter une usine de fabrication de traverses sous rails traitées à la créosote sur le territoire de la commune de BIARS sur CÈRE modifié par l'arrêté préfectoral n°E-2014-293 en date du 14 novembre 2014 est remplacé par le tableau suivant :

N° de Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime de l'activité
1532-1	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³	Dépôt de bois dont le volume maximal est égal à 98 000 m³	A
2410 -1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieur à 250 kW	Puissance maximale égale à 350 kW	E

2415-1	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 l	Quantité maximale : 315 000 litres	A
3700	réserve du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m³ par jour, autre que le seul traitement contre la coloration	Capacité de production de bois imprégné : 174 m³ /j	A
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 485,88 t	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est: 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance maximale égale à 4,79 MW	DC

Régime : A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique).

ARTICLE 2 : Vérification de conformité

L'exploitant réalise dans les 3 mois suivant la notification de l'arrêté une vérification de conformité de sa chaudière au fioul vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, et la transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Biars-sur-Cère et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Préfecture du Lot ;
- le présent arrêté préfectoral complémentaire est publié sur le site internet de la Préfecture du Lot pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargés de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot et dont une copie sera notifiée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à Toulouse,
- au Chef de l'unité inter-départementale Tarn-et-Garonne/Lot de la DREAL Occitanie à Cahors,
- au Maire de la commune de Biars-sur-Cère,
- à la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze.

Cahors, le 17 MAI 2022

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Nicolas REGNY

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois soit d'un :

- *recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Jean-Jacques Chapou 46009 cedex Cahors. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,*
- *recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – paroi sud / Tour Sequoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.*

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

